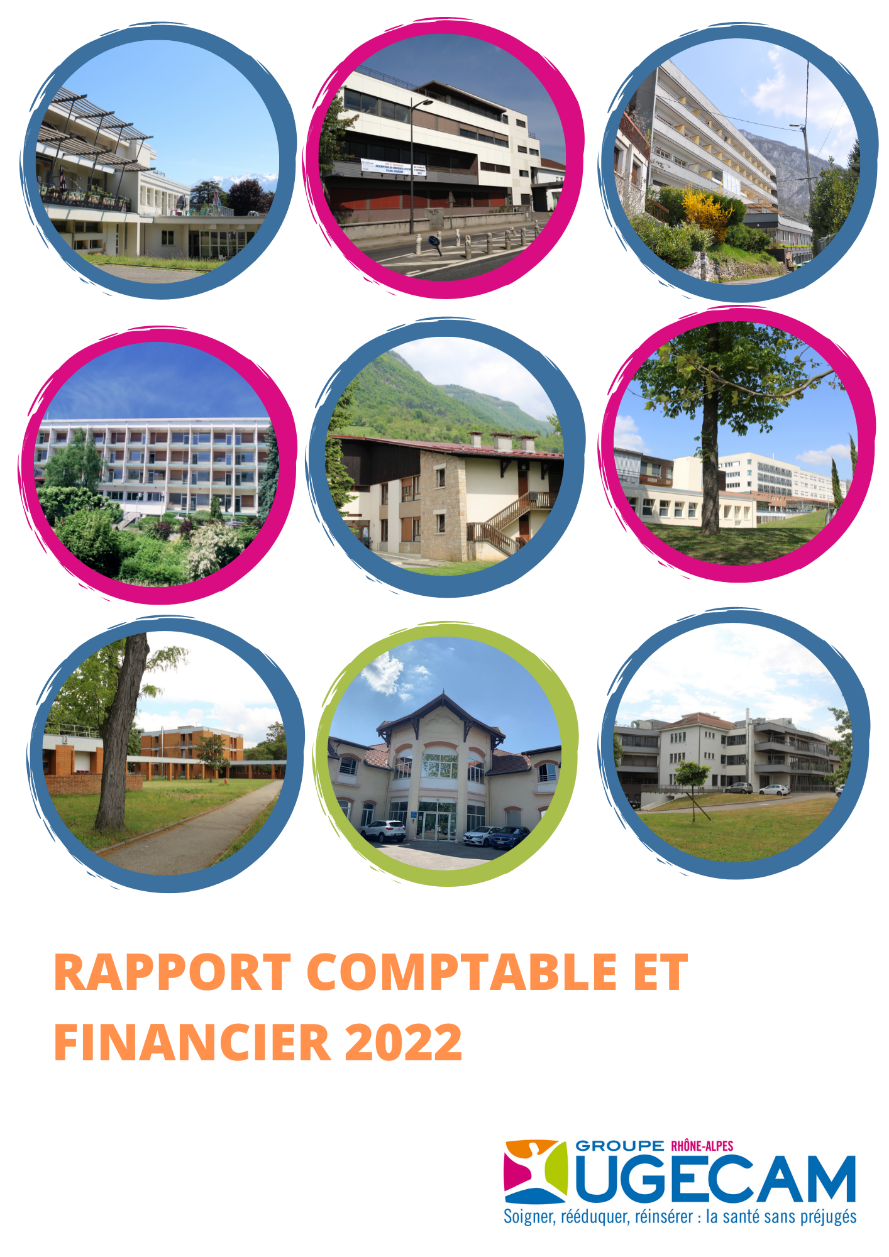


ACTE D’ENGAGEMENT VALANT CCAP

MARCHE DE TRAVAUX

Travaux de réfection du CVC

du Siège de l’UGECAM Rhône-Alpes

|  |
| --- |
| Pouvoir Adjudicateur |
| Groupe UGECAM Rhône-Alpes  41 chemin Ferrand  69370 Saint Didier au Mont d’Or  Représenté par son Directeur Général |

|  |
| --- |
| Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l’article R.2191-60 du code de la commande publique |
| **Mr le Directeur Général de l’UGECAM Rhône-Alpes** |

|  |
| --- |
| Organisme chargé des paiements |
| **Directeur Comptable et Financier de l’UGECAM Rhône-Alpes**  **Les cessions de créance doivent être notifiées ou les nantissements signifiés à l’organisme désigné ci-dessus** |

SOMMAIRE

[ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE) 5](#_Toc212878211)

[ARTICLE 1 – CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES) 6](#_Toc212878212)

[ARTICLE 2 – OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES 8](#_Toc212878213)

[2.1. Objet du marché 8](#_Toc212878214)

[2.2. Décomposition en tranches 8](#_Toc212878215)

[2.3. Représentation des parties 8](#_Toc212878216)

[2.4. Forme des notifications et informations au titulaire 8](#_Toc212878217)

[2.5. Intervenants 9](#_Toc212878218)

[2.6. Ordre de service 9](#_Toc212878219)

[2.7. Réalisation de prestations similaires 9](#_Toc212878220)

[ARTICLE 3 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE 10](#_Toc212878221)

[3.1. Pièces contractuelles 10](#_Toc212878222)

[3.2. Dérogation générale au CCAG 11](#_Toc212878223)

[ARTICLE 4 – PRIX 12](#_Toc212878224)

[4.1. Montant de l’offre 12](#_Toc212878225)

[4.2. Contenu et nature des prix 13](#_Toc212878226)

[4.3. Augmentation du montant des travaux 13](#_Toc212878227)

[ARTICLE 5 – VARIATION DES PRIX 13](#_Toc212878228)

[ARTICLE 6 – SOUS-TRAITANCE 13](#_Toc212878229)

[ARTICLE 7 – DUREE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD 15](#_Toc212878230)

[7.1. Durée du marché 15](#_Toc212878231)

[7.2. Reconduction 15](#_Toc212878232)

[7.3. Prolongation des délais d'exécution 15](#_Toc212878233)

[7.4. Pénalités de retard 16](#_Toc212878234)

[7.5. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux 17](#_Toc212878235)

[7.6. Retenues et pénalités pour non remise des documents fournis après exécution 17](#_Toc212878236)

[ARTICLE 8 – PROVENANCE – QUALITE - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS 17](#_Toc212878237)

[8.1. Provenance des matériaux et produit 17](#_Toc212878238)

[8.2. Mise à disposition de lieux d’emprunt 17](#_Toc212878239)

[8.3. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits 17](#_Toc212878240)

[ARTICLE 9 – PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX 18](#_Toc212878241)

[9.1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux 18](#_Toc212878242)

[9.2. Lutte contre le travail dissimulé 18](#_Toc212878243)

[9.3. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers 18](#_Toc212878244)

[9.4. Dispositions en matière de protection de l’environnement 19](#_Toc212878245)

[9.5. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution 19](#_Toc212878246)

[9.6. Rendez-vous de chantier 19](#_Toc212878247)

[ARTICLE 10 – CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT 20](#_Toc212878248)

[10.1. Présentation des factures au format dématérialisé 20](#_Toc212878249)

[10.2. Demandes de paiement 21](#_Toc212878250)

[10.3. Délai de paiement 21](#_Toc212878251)

[10.4. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct 22](#_Toc212878252)

[10.5. Intérêts moratoires 22](#_Toc212878253)

[10.6. Acomptes sur approvisionnements 22](#_Toc212878254)

[10.7. Mode de règlement 23](#_Toc212878255)

[10.8. Retenue de garantie 24](#_Toc212878256)

[10.9. Avance 24](#_Toc212878257)

[ARTICLE 11 – RECEPTION DES TRAVAUX – DELAI DE GARANTIE 25](#_Toc212878258)

[11.1. Réception 25](#_Toc212878259)

[11.2. Délais de garantie 25](#_Toc212878260)

[ARTICLE 12 – DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION 25](#_Toc212878261)

[ARTICLE 13 – ASSURANCES 26](#_Toc212878262)

[13.1. Assurance de responsabilités 26](#_Toc212878263)

[13.2. Assurance des travaux 27](#_Toc212878264)

[13.3. Dispositions diverses 27](#_Toc212878265)

[ARTICLE 14 – RESILIATION de l’accord-cadre 28](#_Toc212878266)

[14.1. Résiliation à l’initiative du maître d’ouvrage 28](#_Toc212878267)

[14.2. Résiliation du marché aux torts du titulaire 28](#_Toc212878268)

[ARTICLE 15 – PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT 29](#_Toc212878269)

[ARTICLE 16 – CLAUSES DE REEXAMEN 30](#_Toc212878270)

[16.1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d’exécution 30](#_Toc212878271)

[16.2. Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution 31](#_Toc212878272)

[16.3. Evolution de la règlementation 31](#_Toc212878273)

[ARTICLE 17 – REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES 31](#_Toc212878274)

[ARTICLE 18 – DEROGATIONS AU CCAG 32](#_Toc212878275)

[ARTICLE 19 – APPROBATION DU MARCHE 33](#_Toc212878276)

1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UNE PERSONNE MORALE)

Je, contractant unique soussigné, engageant ainsi ma personne, désignée dans le marché sous le nom "le titulaire".

M .........................

agissant au nom et pour le compte de la société dénommée

ayant son siège social à

**Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d’ouvrage conformément à l'article 2.4 ci-dessous : …………………………………………………………………**

Forme de la société..................................................................... Capital

Immatriculée à l’INSEE :

* Numéro SIRET :………………………………………….
* Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………………..

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous ma seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

M’engage sans réserve, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

AFFIRME, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que la Société pour laquelle j'interviens, est titulaire d'une police d'assurance garantissant les responsabilités qu'elle encourt :

Compagnie :

N° Police :

L'offre ainsi présentée ne me lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres finales.

1. CONTRACTANT (LE TITULAIRE EST UN GROUPEMENT DE PERSONNES)

Les candidats sont informés que le maître d’ouvrage n’exige aucune forme particulière au groupement attributaire mais, en cas de groupement conjoint, se réserve le droit de contraindre le mandataire d’être solidaire des autres membres du groupement, dans le cas où il n’aurait pas candidaté sous cette forme.

NOUS soussignés,

**cotraitants conjoints**,

**cotraitants conjoints avec mandataire solidaire** de chacun des membres du groupement pour leurs obligations contractuelles à l’égard du maître d’ouvrage,

**cotraitants solidaires,**

engageant ainsi les personnes morales ci-après, désignées dans le marché sous le nom « TITULAIRE »

***1er cocontractant :***le 1er cocontractant est le mandataire du groupement.

M………………………………………………..………………………………………………………..…………………………………………

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: …………………………………………………… capital :

Immatriculée à l’INSEE :

* Numéro SIRET :………………………………………….
* Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………………..

Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

**Adresse électronique nécessaire aux notifications par échanges dématérialisés faites par le maître d’ouvrage conformément à l'article 2.4 ci-dessous : …………………………………………………………………………**

*2e cocontractant :*

M………………………………………………..………………………………………………………..…………………………………………

agissant au nom et pour le compte de la société : …

Ayant son siège social :

Forme de la société: …………………………………………………… capital :

Immatriculée à l’INSEE :

* Numéro SIRET :………………………………………….
* Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………………..

- Numéro d’identification au registre du commerce : ………………………………………………

*3e cocontractant :*

M………………………………………………..………………………………………………………..…………………………………………

agissant au nom et pour le compte de la société :

Ayant son siège social :

Forme de la société: …………………………………………………… capital :

Immatriculée à l’INSEE :

* Numéro SIRET :………………………………………….
* Code la nomenclature d’activité française (NAF) :………………………………………………..

Numéro d’identification au registre du commerce : ……………………………………………

Après avoir pris connaissance du présent marché et de ses annexes, ainsi que des éléments qui y sont cités, et apprécié sous notre seule responsabilité la nature et la difficulté des prestations à effectuer,

AFFIRMONS, sous peine de résiliation de plein droit du marché, que nous sommes titulaires d'une police d'assurance garantissant l'ensemble des responsabilités que nous encourons :

**1er cocontractant** **2ème cocontractant** **3ème cocontractant**

Compagnie :

N° police :

Nous ENGAGEONS sans réserve, en tant qu'entrepreneurs groupés, conformément aux stipulations des documents visés ci-dessus, à exécuter les prestations dans les conditions ci-après définies,

L'offre ainsi présentée ne nous lie toutefois que si l'attribution du marché a lieu dans un délai de 120 jours (cent vingt jours) à compter de la date limite de réception des offres finales.

1. OBJET DU MARCHE – DISPOSITIONS GENERALES
   1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution des **travaux de réfection du CVC du Siège de l’UGECAM Rhône-Alpes**.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.). L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

En soumissionnant, le titulaire reconnaît avoir pris connaissance de l’ensemble du dossier de consultation et que toutes les dispositions ont été prises pour établir son offre compte tenu de celui-ci.

Lieu d’exécution des travaux :

* UGECAM Rhône-Alpes – Groupe UGECAM Rhône-Alpes (Site du Siège)

41, chemin Ferrand

69370 – Saint-Didier-au-Mont-d’Or

* 1. Décomposition en tranches

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

* 1. Représentation des parties

Conformément aux articles 3.3 et 3.4.1 du CCAG Travaux, dès la notification du marché, le titulaire et le maître d’ouvrage désignent une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à les représenter pour les besoins de l’exécution du marché et notifie cette désignation au maître d’ouvrage ou au titulaire du marché.

En l'attente de cette désignation éventuelle et à défaut, les personnes physiques signataires de l'acte d'engagement sont seules habilitées à les engager.

D’autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire et le maître d’ouvrage en cours d’exécution du marché.

* 1. Forme des notifications et informations au titulaire

Pour les notifications au titulaire de ses décisions ou informations qui font courir un délai, le maître d’ouvrage prévoit d'utiliser les formes suivantes qui permettent d'attester de la date et l'heure de leur réception :

* Profil d’acheteur : www.marches-publics.gouv.fr
* Remise contre récépissé daté
* Echanges dématérialisés dans les conditions suivantes : Courriel avec accusé de réception

L'article 1er ci-dessus précise l'adresse du titulaire pour les notifications dématérialisées.

* Lettre recommandée avec accusé de réception postal

Les notifications sont faites à l’adresse du titulaire ou, à défaut, à son siège social.

* 1. Intervenants

La fonction de maîtrise d'œuvre n'est pas externalisée dans le cadre de l'exécution des travaux objet du présent marché : le maitre d’ouvrage définit le programme des travaux dans le CCTP et ses annexes et assure le suivi de l'exécution des travaux jusqu'à leur réception et leur parfait achèvement.

* 1. Ordre de service



Les ordres de service seront préparés, datés et signés puis notifiés au titulaire par le maitre d’ouvrage.

* 1. Réalisation de prestations similaires

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché, en application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, des marchés de travaux ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence. Dans la mesure où la mise en concurrence du premier marché doit avoir pris en compte le montant total envisagé, le montant des marchés de prestations similaires ne pourra en aucun cas faire excéder un éventuel seuil de procédure, cela entrainerait de fait irrégularité du marché.

La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

1. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

* 1. Pièces contractuelles

*Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG Travaux*, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

1. Le présent marché valant Acte d’Engagement et CCAP (A.E.-C.C.A.P.) et les annexes listées ci-après, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles, opérées par avenant :

* Le Décomposition du Prix Global Forfaitaire (D.P.G.F.) fournie par le titulaire (AECCAP\_ANX 1\_DPGF) ;

1. Le cahier des clauses techniques particulières (C.C.T.P.) et ses annexes :

* Planning (CCTP\_ANX 1\_PLANNING) ;
* Plans (CCTP\_ANX 2\_PLANS) ;

A l'exception de l'annexe de mise au point éventuelle prévalant sur le marché, le marché et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propre à chaque document.

1. Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicable aux marchés de travaux

Le CCAG applicable au marché est le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JO du 1er avril 2021), dans sa version en vigueur à la signature du présent marché.

1. L’arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des organismes de sécurité sociale.
2. Le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux travaux objet du marché, lorsqu'il existe
3. Les éléments de décomposition de l’offre technique du titulaire
4. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché ;

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour qui a précédé la date limite de réception de l'offre, notamment l'ensemble des réglementations (lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, etc.) nationales ou locales applicables dans le cadre de l'exécution du présent contrat.

Le titulaire ne pourra se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte et de toute la réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

En cas d’infraction aux instructions, lois, règlements, etc., le titulaire en supportera seul les conséquences, notamment les pénalités ou amendes, ou dommages-intérêts éventuels, et s’engage en tant que de besoin à en relever indemne le pouvoir adjudicateur pour le cas où de telles sanctions ou condamnations lui seraient appliquées ou prononcées à son encontre.

Seront notamment appliqués :

* L'ensemble des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, et tous les textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché pour autant qu'ils soient d'ordre public, ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles ;
* Les prescriptions techniques générales constituées par les documents du REEF, du CSTB, et du C.E.B.T.P, notamment les normes homologuées, ou les normes applicables en France, et les Cahiers des Clauses Techniques des DTU ;
* Les avis techniques du CSTB et des assurances pour les procédés de construction, ouvrages ou matériaux donnant lieu à de tels avis ;
* Les documents techniques COPREC relatifs aux essais et vérifications de fonctionnement effectués par les entreprises ;
* Les règlements sanitaires départementaux des lieux d’implantation du patrimoine concerné.

Seuls les exemplaires gardés dans les archives de l’UGECAM Rhône-Alpes font foi.

Durant la consultation et toute la durée d’exécution du marché, toute clause, condition générale ou spécifique ou documentation quelconque, figurant dans les documents envoyés par le titulaire et contraire aux dispositions des pièces constitutives, sera réputée non écrite. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive des conditions d’achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures et celles énoncées dans les documents commerciaux.

L’ensemble des documents remis durant l’exécution du présent marché sont tous rédigés en langue française.

* 1. Dérogation générale au CCAG

***Par dérogation générale au CCAG***, la fonction de maîtrise d'œuvre n'est pas externalisée dans le cadre de l'exécution des travaux objet du présent marché. Ce sont les services internes du maître d’ouvrage qui exerceront les attributions du maître d'œuvre telles qu'elles sont prévues par le CCAG.

Le maître d’ouvrage désignera la personne physique qui a seule qualité pour le représenter, notamment pour signer les ordres de service.

D'une façon générale, les dispositions du CCAG visant les termes « maître d’œuvre » doivent s'interpréter conformément à ce qui précède (articles CCAG : 3.5.2/ 3.6.1/ 3.9/ 7.2/ 9.1.2/ 10.3/ 11/ 12.1.1/ 12.1.3/ 12.1.8/ 12.1.9/ 12.2.1/ 12.3.2/ 12.3.4 al.1/ 12.4.1/ 12.4.2/ 12.4.4/ 13/ 14.2.2/ 14.4 al.1/ 14.5/ 18.2.2/ 19/ 21/ 22.1/ 23/ 24/ 25.1/ 26.1/ 26.3/ 27.3.3/ 27.4/ 27.5/ 28.2/ 28.4/ 28.5/ 29.1.1/ 30/ 31.1.3/ 31.2/ 31.4/ 31.5/ 31.7.2/ 31.10.1/ 32.1/ 32.2/ 33/ 34.3/ 39.1/ 41/ 43/ 44.1/ 50.3/ 51/ 52.5/ 55.1).

1. PRIX
   1. Montant de l’offre
      1. Montant de l’offre

Marché à prix forfaitaire

Les travaux seront rémunérés par application d’un prix global et forfaitaire égal à :

Montant € HT :

Montant HT (en lettres) :

TVA au taux de……..….. %

Montant € TTC

Montant €TTC (en lettres)

* + 1. Valorisation des prestations supplémentaires éventuelles

**Les prestations supplémentaires éventuelles à l’initiative de l’entreprise sont valorisées de la manière suivante :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Nature de la prestation supplémentaire éventuelle** | **MONTANT HT €**  **(Préciser en + ou - value par rapport à la solution de base)** | **MONTANT TVA €**  **(Précisez le taux)** | **MONTANT TTC €** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

* + 1. Décomposition du prix par cotraitant en cas de groupement conjoint

**En cas de groupement conjoint, le prix est réparti entre les cotraitants de la façon suivante :**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Prestations** | **Désignations des cotraitants** | **Montant HT** |
|  |  |  |
|  |  |  |
|  | **Total** |  |

**Versement de la rémunération du mandataire du groupement :** La rémunération du mandataire du groupement pour sa mission de coordination est incluse dans le prix de ses travaux. Elle lui sera versée au fur et à mesure du versement de ses règlements.

* 1. Contenu et nature des prix
  2. 1. Contenu des prix

Les prix du marché sont **hors T.V.A**.

Les prix sont établis en considérant comme incluses toutes les sujétions normalement prévisibles dans les conditions de temps et de lieu où s'exécutent les travaux telles que visées à l'article 9.1 du CCAG. Notamment, ils prennent en compte toutes les informations et données relatives aux ouvrages souterrains, enterrés, subaquatiques ou aériens existants qui ont été communiquées par le maître d’ouvrage dans le dossier de consultation.

Les prix afférents aux travaux assignés au mandataire d'un groupement, ou au titulaire sont réputés comprendre les dépenses communes de chantier visées à l'article 9.1.2 du CCAG.

**En cas de cotraitance conjointe ou solidaire,** les prix du marché sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l’exécution des prestations de coordination et contrôle effectuées par le mandataire, y compris les frais généraux, impôts, taxes ou autre, la marge pour risque et bénéfice ainsi que tous les frais consécutifs aux mesures propres à pallier d’éventuelles défaillances des membres du groupement et les conséquences de ces défaillances.

**En cas de sous-traitance**, les prix du marché sont réputés couvrir les frais de coordination et de contrôle des sous-traitants par le titulaire ou les membres du groupement, ainsi que les conséquences de leurs défaillances.

* + 1. Nature du prix

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés suivant la nature du marché par application d’un prix global et forfaitaire.

Sauf si ces documents sont demandés à la remise des offres, l'entrepreneur fournira dans les 20 jours à compter de la date de la demande du maître d'œuvre un sous-détail de chacun des prix du bordereau des prix unitaires ou une décomposition de chacun des prix de l'état des prix forfaitaires désignés par le maître d'œuvre conformément aux dispositions de l'article 9.3.4 du CCAG travaux.

* 1. Augmentation du montant des travaux

***Par dérogation à l'article 14.4.3 du CCAG travaux***, lorsque les travaux exécutés atteignent leur montant contractuel, le titulaire ne peut poursuivre les travaux sans avenant préalable ou sans avoir reçu une décision de poursuivre émanant du maître d’ouvrage.

1. VARIATION DES PRIX

**Le présent marché est passé à prix ferme non actualisable.**

1. SOUS-TRAITANCE

En complément des dispositions du code de la commande publique, les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe ou indirecte sont définies à l'article 3.6 du CCAG Travaux.

**En cas de sous-traitance directe**, le titulaire devra faire accepter le sous-traitant et agréer ses conditions de paiements conformément à la réglementation en vigueur.

À cet effet, il présentera le cadre d’acte spécial de sous-traitance annexé ci-après, dûment complété et signé en y joignant les pièces suivantes :

* Déclaration du sous-traitant attestant qu’il ne fait pas l’objet d’une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 à 5 et L.2141-7à 11 du code de la commande publique et qu’il est en règle au regard des articles L 1512-1 à L 1512-11 du code du travail concernant l’emploi des travailleurs handicapés
* Les pièces justifiant de la capacité technique, professionnelle et financière du sous-traitant identiques à celles exigées du titulaire pour ce qui concerne les prestations sous traitées
* Les attestations d'assurances RCP du sous-traitant
* Une déclaration du sous-traitant attestant qu’il ne fait pas l’objet d’une des interdictions de soumissionner telles que définies aux articles L.2141-1 et L.2141-4,1° et 3° du code de la commande publique
* Les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents
* Les pièces prévues aux articles R.1263-12, D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254.2 à D.8254-5 du code du travail
* Le numéro unique d'identification INSEE du sous-traitant permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13
* Copie du jugement de redressement judiciaire du sous-traitant le cas échéant ;
* L’attestation d’assurance décennale.

Le montant des prestations du sous-traitant devra être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du marché du titulaire.

Conformément à l'article 3.6 du CCAG travaux, le maître d'ouvrage notifiera, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Dès réception de cette notification, le titulaire du marché s'engage à faire connaître au maître d’ouvrage le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître au maître d’œuvre le nom de la personne physique qui le représente pour l’exécution des prestations sous-traitées.

**En cas de sous-traitance indirecte**, les sous-traitants qui sous-traitent devront faire accepter leur sous-traitant indirect et agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Après acceptation d’une sous-traitance indirecte de second rang et plus présentée par le sous-traitant direct ou un sous-traitant indirect de second rang et plus, ces derniers devront fournir, à défaut d’avoir obtenu du maître d’ouvrage un accord sur une délégation de paiement, dans le délai de 8 jours de l’acceptation, une copie de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant indirect de second rang et plus. La non production de cette copie de la caution au représentant du maître d’ouvrage empêche l'exécution des travaux par le sous-traitant indirect et peut emporter, dans les conditions définies ci-dessous, résiliation du marché.

Un sous-traitant, quel que soit son rang, ne peut commencer à intervenir sur un chantier que sous réserve, d’une part, de cette acceptation et de cet agrément et, d’autre part, que ce sous-traitant ait adressé au coordonnateur de sécurité et protection de la santé des travailleurs, lorsque celui-ci est exigé par la loi, un plan particulier de sécurité et de protection de la santé, conformément à l’article L. 4532-9 du Code du travail..

Le titulaire:

n’envisage pas de sous-traiter l’exécution de certaines prestations.

envisage de sous-traiter l'exécution de certaines prestations.

1. DUREE DU MARCHE - DELAI D'EXECUTION - PENALITES DE RETARD
   1. Durée du marché

La durée d'exécution du marché est de 7 mois à compter de sa notification.

La durée d'exécution du marché comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

La durée de la période de préparation est fixée à l'article 9.1 du présent marché.

Le délai d'exécution des travaux est de précisé dans le planning en annexe au CCTP. Il démarre à la date fixée par l'OS de démarrage de l'exécution des travaux.

* 1. Reconduction

Il n’est pas prévu de reconduction.

* 1. Prolongation des délais d'exécution

1. * 1. Ajournement

Pour la mise en œuvre des dispositions de l’article 53.1 du CCAG Travaux, il est précisé que la décision d’ajournement doit être prise expressément par le seul maître d’ouvrage.

Ne peuvent par ailleurs pas être qualifiés d’ajournement :

* Les arrêts prononcés par la maîtrise d’ouvrage suite à une demande en ce sens des entreprises qui visent juste à « prendre acte » de cette demande.
* La période d’arrêt antérieure à la date de la décision d’ajournement.
* Le cas de suspension visé à l’article 53.3 du CCAG Travaux.

Au titre de l’indemnité d’ajournement, ne pourront être prises en compte que les dépenses suivantes, dûment justifiées et n’ayant pas fait l’objet d’une prise en charge même partielle par l’Etat :

* De coûts liés aux mesures conservatoires nécessaires pour protéger les travaux exécutés, ainsi que des frais de garde du chantier (palissade, gardiennage...).
* De coûts liés aux matériaux et consommables qui ont été approvisionnés sur le chantier, et qui ne sont pas réutilisables sur le chantier (stockage, transport sur un autre chantier, perte, revente avec perte...).
* De coûts liés aux personnels et aux matériels immobilisés sur le chantier, dans la limite de la possibilité de les réaffecter ailleurs.
* De coûts liés aux variations économiques durant l’interruption, justifiant l’actualisation du ou des prix.
* De frais financiers supplémentaires (frais de découvert bancaire, extension des frais de caution et d’assurance...).
* De la non-couverture des frais généraux.
* En cas de résiliation du marché uniquement : du manque à gagner (bénéfice que l’entreprise était en droit d’attendre si le marché avait été entièrement exécuté.
  + 1. Force majeure

Lorsqu’un cas de force majeure empêche l’exécution du marché, le titulaire devra justifier de l’impossibilité temporaire ou définitive pour lui, de poursuivre l’exécution du marché en conséquence de l’évènement qu’il qualifie de cas de force majeure.

Le cas de force majeure permet au titulaire de ne pas être sanctionné au titre de la non-exécution du marché (prolongation des délais, non application des pénalités de retard).

Conformément à l’article 17 du CCAG Travaux, l’indemnisation du titulaire sera donc limitée aux seules pertes matérielles directement provoquées par le cas de force majeure.

Est ainsi notamment exclue la prise en charge de :

* Frais de garde
* Manque à gagner,
* Pertes engendrées par les immobilisations de matériel et de personnel provoquées par la désorganisation du chantier.
  1. Pénalités de retard

Les stipulations de l'article 19 du CCAG sont applicables sous réserve des dispositions suivantes :

***Par dérogation à l’article 19.2.4 du CCAG,*** les pénalités seront appliquées de plein droit après constatation du retard sans mise en œuvre du principe du contradictoire prévu.

***Par dérogation à l’article 19.2.1 du CCAG travaux,*** aucune exonération de pénalité ne sera appliquée.

Le montant total des pénalités  n’est pas plafonné, ***par dérogation à l’article 19.2.2 du CCAG***.

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par le marché doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par le maître d’ouvrage.

* 1. 1. Pénalités de retard journalières

***Par dérogation à l'article 19 du CCAG travaux,*** l'entrepreneur subira en cas de retard dans l'exécution des prestations et travaux, les pénalités journalières suivantes à retenir sur le montant des acomptes mensuels :

|  |  |
| --- | --- |
| **Pénalité journalière** | |
| **Pour chacun des 3**  **premiers jours de retard** | **Pour chaque jour de**  **retard ultérieur** |
| 100 € HT | 200 € HT |

Ces dispositions s'appliquent aux délais intermédiaires définis dans le calendrier d'exécution. Toutefois, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité, au cas où le retard serait résorbé, de remettre ces pénalités.

* + 1. Pénalités pour absence aux réunions de chantier

En complément de l'article 19 du CCAG, en cas d'absence aux réunions de chantier, le maître d’ouvrage appliquera sur le décompte une pénalité par absence constatée de 75 € HT.

* + 1. Pénalités pour retard dans la transmission de l'attestation d'assurance

En cas de retard dans la transmission de l'attestation d'assurance telle que prévue à l'article 13.1 ci-dessous, le maître d’ouvrage appliquera une pénalité de retard égale à 50 € par jour de retard.

* 1. Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

* 1. Retenues et pénalités pour non remise des documents fournis après exécution

En cas de non remise, lorsqu’il demande la réception, des documents à fournir après exécution visés à l'article 12 ci-dessous, une retenue provisoire sera opérée d'un montant de 500 € HT.

Cette retenue s'effectuera sur les sommes dues à l'entrepreneur dans les conditions stipulées à l'article 19.3 du CCAG et au présent article jusqu'à la remise de la totalité des documents. Toutefois et s’il y a lieu, ***par dérogation à l’article 19.3***, si le montant du dernier décompte mensuel ne permettait pas l’application de cette retenue, le maître d’ouvrage pourra l’effectuer sur les acomptes précédents.

Au-delà de 2 mois suivant la date des opérations préalables à la réception, si les documents ne sont pas fournis, cette retenue provisoire deviendra une pénalité forfaitaire définitive après mise en demeure préalable restée sans effet.

1. PROVENANCE – QUALITE - CONTRÔLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

L'ensemble des Cahiers des Charges, DTU, des règles de calcul, des Cahiers des Clauses Spéciales rendus obligatoires par décrets ou Normes Européennes reconnues s'appliquent au marché.

* 1. Provenance des matériaux et produit

Le C.C.T.P. fixe la provenance de ceux des matériaux, produits et composants de construction dont le choix n'est pas laissé à l'entrepreneur ou n'est pas déjà fixé par le C.C.T.G. ou déroge aux dispositions dudit C.C.T.G.

Le titulaire est tenu de mettre à la disposition du maître d’ouvrage les documents assurant la traçabilité de tous les produits et matériaux mis en œuvre préalablement à leur mise en œuvre.

* 1. Mise à disposition de lieux d’emprunt

Aucun lieu d’extraction ne sera mis à la disposition de l’entrepreneur.

* 1. Caractéristiques, qualités, vérifications, essais et épreuves des matériaux et produits

Les dispositions des articles 23 à 25 du CCAG travaux concernant les caractéristiques et qualités des matériaux, produits et composants de construction à utiliser dans les travaux, ainsi que les modalités de leurs vérifications, essais et épreuves, tant qualitatives que quantitatives sur le chantier sont applicables au présent marché étant précisé que le C.C.T.P. ne déroge pas aux dispositions du C.C.A.G.

Les vérifications, essais et épreuves sont réalisés par le maître d’ouvrage ou un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître d’ouvrage, à la charge du titulaire.

Le C.C.T.P. précise les matériaux, produits et composants de construction devant faire l'objet de vérifications ou de surveillance de la fabrication, dans les usines, magasins ou carrières de l'entrepreneur, ainsi que les modalités correspondantes.

Les vérifications, surveillance sont réalisées par  le maître d’ouvrage ou un laboratoire ou un organe de contrôle, agréé par le maître d’ouvrage, à la charge du titulaire.

1. PREPARATION - COORDINATION ET EXECUTION DES TRAVAUX

La coordination des travaux sera assurée par le mandataire du groupement.

La part du marché revenant à chaque entreprise intègre le coût des dépenses communes qui lui incombe selon une répartition organisée par les entreprises membres du groupement et gérée par elles.

En aucun cas le maître d’ouvrage ne pourra intervenir dans le règlement des différends entre entreprises.

* 1. Période de préparation - Programme d'exécution des travaux

***Par dérogation à l’article 28.1 du CCAG Travaux***, il est fixé une période de préparation de deux mois. Sauf à ce que la notification vale ordre de démarrage des prestations, un ordre de service précise la date à partir de laquelle démarre la période de préparation.

Cette période s'effectue dans les conditions de l'article 28.2 du CCAG à la diligence de l'entrepreneur.

L'entrepreneur devra dresser un programme d'exécution des travaux conformément à l'article 28 du CCAG comportant notamment le calendrier d'exécution des travaux, le projet des installations de chantier et des ouvrages provisoires, le plan de sécurité et d'hygiène, ainsi que les dispositions utiles pour obtenir la qualité requise des ouvrages telles que définies à l'article 28.4 du CCAG.

Le titulaire n'est pas tenu d'établir un plan d'assurance qualité du chantier.

***Par dérogation à l'article 28.2.2 du CCAG travaux,*** l'ensemble des éléments du programme d'exécution des travaux est soumis pour visa du maître d'œuvre, et une copie en est adressée au maître d’ouvrage, dans le mois qui suit la date de démarrage de la période de préparation ou, en l'absence d'une telle période, dans le délai de 30 jours suivant la notification du marché. L'absence de remise des plans d'hygiène et de sécurité fait obstacle au commencement de la réalisation des travaux. ***Par dérogation au dernier alinéa de l'article 28.2.2 du CCAG travaux,*** l'attente du visa après notification du programme au maître d'œuvre ne fait pas obstacle à l'exécution des travaux si l'ordre de service de démarrage de travaux est notifié au titulaire.

Le repliement des installations de chantier et la remise en état des emplacements qui auront été occupés par le chantier sont compris dans le délai d'exécution.

* 1. Lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire devra remettre au maître d’ouvrage, sur demande de celui-ci, dans un délai de quinze jours, l'enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le chantier établi conformément à l'article 31.5 du CCAG travaux.

* 1. Organisation, déroulement, sécurité et hygiène des chantiers
     1. Emplacement des installations de chantier

Le CCTP définit les emplacements qui pourront être mis gratuitement à la disposition de l'entrepreneur, pour tout ou partie de ses installations de chantier et dépôts provisoires de matériels et matériaux.

Les lieux doivent être remis en état en fin de travaux.

Le maître d’ouvrage se réserve un droit de contrôle sur les installations réalisées par l'entrepreneur.

Le titulaire s'engage au respect de toutes dispositions législatives, réglementaires ou contractuelles relatives aux installations de chantier.

* + 1. Laboratoire et bureau du chantier

L'entrepreneur  n’aura pas la charge d'installer un laboratoire de chantier ni un bureau,

* + 1. Emplacements gratuits pour dépôts provisoires

Aucun emplacement ne sera mis à la disposition de l’entrepreneur. Celui-ci devra se procurer à ses frais, dans les conditions de l'article 31.2 du CCAG, les emplacements nécessaires aux dépôts provisoires.

* + 1. Mesures particulières concernant la sécurité et la santé

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail dans les conditions définies à l'article 6.1 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d’exécution de l’accord-cadre et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d’ouvrage.

Les parties s’engagent au respect des règles concernant la sécurité et la santé des travailleurs conformément aux articles L 4211-1 et, L 4531-1 à 3 et L 4532-1 à 18 et R 4532-1 à 4533-7 du code du travail. A ce titre il est précisé : Le chantier n'est pas soumis à un PPSPS.

* + 1. Registre de chantier

***Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG travaux,*** il ne sera pas tenu de registre de chantier.

* 1. Dispositions en matière de protection de l’environnement
     1. Dispositions générales

Le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des lois et règlements relatifs à la protection de l'environnement dans les conditions définies à l'article 7 du CCAG Travaux. Le titulaire ou chaque cotraitant s'engage à justifier du respect de ces lois et règlements, en cours d’exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, dans un délai de 8 jours, sur simple demande du maître d’ouvrage.

* + 1. Dispositions particulières

Conformément à l’article 20.2 du CCAG, le titulaire, ou chaque cotraitant en cas de groupement, s'engage au respect des dispositions définies au CCTP.

* 1. Dommages divers causés par la conduite des travaux ou les modalités de leur exécution

En complément de l’article 35 du CCAG Travaux, le titulaire supporte seul les conséquences pécuniaires des dommages de toute nature qui pourraient être causés à des tiers, y compris ses sous-traitants et les autres entreprises intervenant sur le même chantier, du fait de la réalisation des travaux et prestations objet du marché.

La réception, prononcée avec ou sans réserve, ne fait pas obstacle à ce qu’un recours puisse être exercé à l’encontre du titulaire, en cas de réclamation auprès du maître d’ouvrage en raison de tous dommages matériels, immatériels et/ou corporels subis par des tiers, même si au jour de la réception lesdits dommages ne sont ni apparents ni connus.

* 1. Rendez-vous de chantier

***Par dérogation à l’article 3.9 du CCAG***, en l’absence de demande en ce sens du Maître d’ouvrage, le titulaire appréciera de la nécessité de la présence de ses sous-traitants aux réunions de chantier.

1. CONDITIONS DE PAIEMENT ET DE REGLEMENT

Le règlement des comptes se fait par des acomptes mensuels et un solde établis et réglés comme il est indiqué à l'article 12 du CCAG travaux précisé ou modifié comme suit.

Les travaux seront constatés et réglés à l'avancement des travaux au pourcentage des quantités de travaux exécutés. Le solde sera réglé à l'achèvement de l'ouvrage.

En application de l’article 10.4 du CCAG, les acomptes comprendront, s’il y a lieu, une part correspondant aux approvisionnements constitués en vue des travaux, dans les conditions prévues ci-dessous.

Le titulaire transmet ses demandes de paiement par tout moyen permettant de donner date certaine.

* 1. Présentation des factures au format dématérialisé

Toutes les demandes de paiement relatives aux sommes dues au titulaire en exécution du présent marché devront être transmises par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique.

Pour être valable, la facture dématérialisée doit comporter toutes les mentions requises sur la facture au format papier. De même, doivent figurer sur la facture dématérialisée :

* l’identifiant de l’émetteur et du destinataire sur Chorus Pro (SIRET ou numéro de TVA intracommunautaire, RIDET, numéro TAHITI, etc.) ;
* le « code service » permettant d’identifier le service exécutant, chargé du traitement de la facture, au sein de l’entité publique destinataire, lorsque celle-ci a décidé de créer des codes services afin de faciliter l’acheminement de ses factures reçues ;
* le « numéro d’engagement » qui correspond à la référence à l’engagement juridique (numéro de bon de commande, de contrat, ou numéro généré par le système d’information de l’entité publique destinataire) et est destiné à faciliter le rapprochement de la facture par le destinataire.

Ces informations seront transmises au titulaire par les services de l’acheteur.

Pour être valables, les factures dématérialisées doivent être transmises en conformité avec l’arrêté du 9 décembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, sur le site :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1>

Pour ce faire, les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes, indiquées dans les bons de commande :

* Le numéro de SIRET, qui identifiera l’acheteur en tant que destinataire de la facture :…….
* Le code service : …....

La transmission se fait, au choix du titulaire, par:

* un mode «flux» correspondant à une transmission automatisée de manière univoque entre le système d'information du titulaire et l'application informatique CHORUS PRO. La transmission de factures selon le mode «flux» s'effectue conformément à l'un des protocoles suivants : SFTP, PES‐IT et AS/2, avec chiffrement TLS;
* un mode «portail» nécessitant du titulaire soit la saisie manuelle des éléments de facturation sur le portail internet, soit le dépôt de sa facture dématérialisée dans un format autorisé, dans les conditions prévues à l'article 5 du décret précité. La transmission de factures selon le mode portail s'effectue à partir du portail internet mis à disposition des fournisseurs de l'Etat à l'adresse suivante : https://chorus‐pro.gouv.fr.
* un mode « service », nécessitant de la part du titulaire l'implémentation dans son système d'information de l'appel aux services mis à disposition par Chorus Pro.

Il est précisé que l'utilisation par le titulaire de l'un de ces modes de transmission n'exclut pas le recours à un autre de ces modes dans le cadre de l'exécution d'un même contrat ou d'un autre contrat.

* 1. Demandes de paiement
     1. Demande de paiement d'acomptes

***Par dérogation à l'article 12.2.2 du CCAG travaux***, l'état d'acompte (ou la demande de paiement) sera notifié au titulaire par le maître d’ouvrage (au plus tard lors du règlement de l'acompte) si le projet de décompte mensuel remis par le titulaire a été modifié.

* + 1. Demande de paiement finale

***Par dérogation à l’article 12.3.2 du CCAG Travaux,*** le titulaire transmet au maître d’ouvrage son projet de décompte final à compter de la plus tardive de ces dates :

* date de notification de la décision de réception selon les dispositions de l'article 12.3.2 du CCAG
* date de remise des documents demandés en application des articles 40 du CCAG et 12 ci-dessous
* date d’application de la retenue définitive dans les conditions définies à l’article 12 ci-dessous

***Par dérogation à l’article 12.4.4 du CCAG Travaux* :**

* Le maître d’ouvrage disposera d’un délai de 30 jours à compter de la réception du projet de décompte général signé par le titulaire pour lui notifier le décompte général,
* Lorsque le titulaire notifie au représentant du maître d’ouvrage un projet de décompte général signé, il indique expressément dans son envoi vouloir faire application des dispositions de l’article 12.4.4 du CCAG et qu’en l’absence de notification du décompte général par le maître d’ouvrage dans un délai de 30 jours de la réception des documents, le décompte général deviendra tacitement le décompte général et définitif.

A défaut de cette indication, en l’absence de notification du décompte général dans ce délai, le décompte général signé par le titulaire ne pourra devenir le décompte général et définitif.

Dans le cas d’une réception avec réserves ou lorsque le maître d’ouvrage a connaissance d’un litige ou d’une réclamation susceptible de concerner le titulaire, à la date du signature du décompte général, conformément aux dispositions de l’article 12.4.2 du CCAG,si lors de son établissement, des réserves à la réception n’ont pas encore été levées par le titulaire, le projet de décompte général est assorti d’une mention indiquant expressément l’objet des réserves, du litige ou de la réclamation en cours.

* 1. Délai de paiement

Le délai de règlement des acomptes est de 30 jours, à compter de la réception de la demande d’acompte par le maître d’ouvrage.

Le délai maximum de paiement du solde est de 30 jours, à compter de la date de réception du décompte général et définitif par le maître d'ouvrage.

Lorsque la demande de paiement est transmise par voie électronique en application de l'article 1er de l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, la date de réception de la demande de paiement par le maître d’ouvrage correspond à la date de notification au maître d’ouvrage du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur Chorus Pro.

* 1. Paiements des cotraitants et des sous-traitants ayant droit au paiement direct

Les paiements sont répartis entre le titulaire, les cotraitants ou sous-traitants payés directement.

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée ci-dessous. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants. L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct seront subordonnés à l’information par le maître d’ouvrage de l’acceptation par l’entrepreneur principal des pièces justificatives servant de base au paiement direct, prévue par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

En complément de l'article 12.1.7 du CCAG travaux, le titulaire transmet avec sa demande de paiement la copie des demandes de paiement des sous-traitants acceptées, complétées ou rectifiées par lui.

Le paiement des factures du sous traitant sera effectué par le maître d’ouvrage sur la base de l’acceptation totale ou partielle des factures du sous-traitant par le titulaire.

En l’absence de notification au maître d’ouvrage par le titulaire, dans les 15 jours de la demande de paiement adressée par le sous-traitant au titulaire, de son refus total ou partiel de la facture du sous-traitant, le maître d’ouvrage procèdera au paiement des factures sur la base de la demande qui lui aura été adressée par le sous-traitant dans les conditions prévues par le code de la commande publique. Ces dipositions sont applicables aux demandes de paiement en cours de marché et pour solde du contrat de sous-traitance.

* 1. Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des acomptes, des règlements partiels définitifs éventuels et du solde dans le délai fixé par le marché donne droit à des intérêts moratoires, calculés depuis l'expiration dudit délai jusqu'au jour du paiement inclus.

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

La formule de calcul des intérêts moratoires est la suivante : **IM = M x J/365 x Taux IM**

M = montant de l'acompte en TTC

J = nombre de jours calendaires de retard entre la date limite de paiement et la date réelle de paiement.

365 = nombre de jours calendaires de l'année civile

En cas de retard de paiement, l’acheteur sera de plein droit débiteur auprès du titulaire le marché de l’indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, conformément aux dispositions de l’article L.2192-13 du code de la commande publique.

* 1. Acomptes sur approvisionnements

Les projets de décompte du titulaire du marché, des cotraitants et des sous-traitants comprennent une part consacrée aux approvisionnements, conformément à l’article 10.4 du CCAG, sous réserve du respect des conditions suivantes.

En complément de l’article 10.4 du CCAG, à l’appui de tout projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements, le titulaire produit :

* tout document justificatif mentionnant au minimum la date de la commande, la description précise des approvisionnements, les quantités livrées ;
* les références des prix unitaires ou des prix forfaitaires concernés ;
* le procès-verbal d’acceptation des approvisionnements par le maître d’œuvre ;
* la garantie à première demande de restitution d’acompte.

Les approvisionnements, lorsqu’ils sont réalisés en dehors du chantier, ne pourront être pris en compte que s'ils sont lotis de telle manière que leur destination ne fasse aucun doute et qu'ils puissent être facilement contrôlés.

***Par dérogation à l’article 10.4 du CCAG***, les approvisionnements ayant fait l’objet d’un acompte sont la propriété du maître d’ouvrage. A cet effet, il sera établi un certificat de transfert de propriété des approvisionnements faisant l’objet d’un acompte sur la base du modèle établi par le maître d’ouvrage. La garde des approvisionnements reste à la charge du titulaire et, à cet effet, il devra s’assurer contre les risques de vol, d’incendie et autres dommages et devra en justifier sur demande du maître d’ouvrage.

En vue de garantir le remboursement des approvisionnements, une garantie à première demande de restitution d’acompte sur approvisionnement devra être remise par le titulaire à l’appui de son projet de décompte mensuel comportant des approvisionnements.

* 1. Mode de règlement

Cas d’un titulaire unique

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marchépar virement établi à l'ordre du titulaire (joindre les RIB)

|  |
| --- |
| **DESIGNATION DU TITULAIRE** |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |

Cas d’un groupement solidaire sans répartition des paiements

Le maître d’ouvrage se libérera des sommes dues au titre du présent marché par :

virement sur un compte ouvert au nom du mandataire solidaire (joindre un RIB). »

virement sur un compte commun ouvert au nom des entrepreneurs groupés (joindre un RIB)

|  |
| --- |
| **DESIGNATION DU MANDATAIRE** |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |

**Cas d’un groupement conjoint**

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition définie ci-dessus par virement établi à l'ordre des membres du groupement conjoint (joindre les RIB)

|  |  |
| --- | --- |
| **DESIGNATION DU COTRAITANT** | **REFERENCES BANCAIRES** |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse |  |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse |  |

Cas d’un groupement solidaire avec répartition des paiements

Le maître d'ouvrage se libérera des sommes dues au titre du marché selon la répartition transmise par le mandataire, par virement établi à l'ordre de chacun des membres du groupement solidaire (joindre les RIB)

Cette possibilité de répartition des paiements ne saurait remettre en cause la solidarité des membres du groupement.

|  |  |
| --- | --- |
| **DESIGNATION DU COTRAITANT** | **PRIX TTC** |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |  |
| Nom de l'entreprise  Raison sociale  Adresse  Référence compte bancaire |  |

* 1. Retenue de garantie

Une retenue de garantie de 5 % sera appliquée sur chaque acompte, la taxe à la valeur ajoutée à la date de signature du marché étant incluse. Elle couvrira les réserves à la réception des travaux, ainsi que celles qui seraient formulées pendant le délai de garantie.

Le titulaire peut fournir une garantie à première demande remplaçant l’application de la retenue de garantie. Il n'est pas autorisé à fournir une caution personnelle et solidaire en remplacement de la retenue de garantie.

La retenue de garantie sera restituée dans les 30 jours qui suivent l'expiration du délai de garantie, sauf si des réserves ont été notifiées au titulaire et n'ont pas été levées avant la date d’expiration du délai de garantie.

En ce cas, la retenue de garantie ne sera remboursée que 30 jours après la date de la levée effective de ces réserves.

* 1. Avance

Aucune avance ne sera versée, ***par dérogation à l’article 10.1 du CCAG.***

1. RECEPTION DES TRAVAUX – DELAI DE GARANTIE
   1. Réception

La réception est l'acte par lequel le maître d'ouvrage accepte avec ou sans réserves, l'ouvrage exécuté dans les conditions définies aux articles 41 et suivants du C.C.A.G.

En cas de phases correspondant à un ouvrage ayant sa propre fonctionnalité et autonomie, il pourra être prononcé des réceptions partielles conformément aux dispositions de l’article 42 du C.C.A.G Travaux.

Chaque réception partielle fera courir le délai de garantie propre aux ouvrages réceptionnés à compter de la date d’effet de cette réception.

Cependant, les suretés constituées pour la réalisation des différentes parties d’ouvrages, objet du marché, seront maintenues dans leur montant jusqu’à expiration du délai de garantie du dernier ouvrage réceptionné. Elles pourront être mises en jeu au titre de la garantie de parfait achèvement propre à chacun des ouvrages réceptionnés.

***Par dérogation à l'article 42.2 du CCAG travaux***, la prise de possession par le maître d’ouvrage, avant l'achèvement de l'ensemble des travaux, de certains ouvrages ou parties d'ouvrage doit être précédée d'une réception partielle dont les conditions seront fixées par le représentant du maître d’ouvrage et notifiées par ordre de service.

* 1. Délais de garantie

Le délai de garantie prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. ne fait l'objet d'aucune stipulation particulière.

1. DOCUMENTS FOURNIS APRES EXECUTION

Conformément à l’article 40 du CCAG, le titulaire remet au maître d’ouvrage, les éléments constitutifs du DOE et les éléments nécessaires à l'établissement du DIUO qui le concerne, éventuellement précisés par le CCTP.

Le contenu du DOE est fixé comme suit :

* les plans d'ensemble et de détails, les plans de récolement conformes aux ouvrages exécutés établis par le titulaire,
* les notices de fonctionnement et d'entretien des ouvrages, les spécifications de pose, les prescriptions de maintenance des éléments d’équipement mis en œuvre établis ou collectés par l'entrepreneur, les conditions de garantie des fabricants attachées à ces équipements
* les constats d’évacuation des déchets,
* les documents indiqués dans le CCTP et ses annexes

1. ASSURANCES
   1. Assurance de responsabilités

En cas de retard dans la transmission des attestations d’assurances, il sera fait application d'une pénalité de retard dans les conditions définies à l'article 7.4.3 ci-dessus.

* + 1. Assurance de responsabilité civile en cours et après travaux

Le titulaire du marché, ou chacun des cotraitants en cas de groupement, doit justifier, au moyen d’une attestation portant mention de l’étendue de la garantie, qu’il est titulaire d’un contrat garantissant l’intégralité des conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incomber, à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à la suite de dommages corporels, matériels et/ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers y compris au maître d’ouvrage ou à son représentant du fait ou à l’occasion de la réalisation des travaux, objet du présent marché.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

En cas de groupement avec mandataire solidaire, le mandataire devra également être couvert y compris en cas de faute, erreur ou omission imputable à un des autres membres du groupement.

Le contrat devra comporter des montants de garantie suffisants quant aux risques encourus qui ne pourront, en tout état de cause, être inférieurs à :

**A - RC en cours travaux**

Montant de garantie par sinistre :

Tous dommages confondus (dommages corporels; matériels et immatériels consécutifs ou non) : **8 M€ par sinistre**

* dont dommages matériels et immatériels : **2 M€ par sinistre**
* dont immatériels non consécutifs  **1 M€ par sinistre**

**B - RC après travaux**

L’entrepreneur ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit être titulaire, en outre, de garanties couvrant les conséquences pécuniaires de la Responsabilité Civile qu’il est susceptible d’encourir vis-à-vis des tiers et du maître d’ouvrage, à la suite de tous dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs ou non survenant après les travaux, et pour un montant minimum de **3 millions € par année d’assurance avec un minimum d’1,5 million pour les dommages immatériels non consécutifs**.

**C - Justificatif d’assurance**

L’attestation d’assurance devra préciser, outre l’identité de la compagnie ou de la mutuelle d’assurance, le numéro de la police ou des polices, les activités garanties, le montant des capitaux garantis par catégorie de risques. Le titulaire devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement des primes correspondantes.

Le maître d’ouvrage se réserve la possibilité de résilier le présent marché aux torts du titulaire en cas de non production des justificatifs d’assurance.

* + 1. Assurance de responsabilité civile decennale

**En cas de travaux portant sur des ouvrages de construction soumis à l’obligation d’assurance,** le titulaire unique ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d’une attestation de son assureur, l’assurance couvrant la responsabilité décennale résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-6 du Code civil.

Cette attestation devra obligatoirement mentionner :

* Les missions ou activités garanties,
* Etre en cours de validité à la date d’ouverture du chantier quelle que soit la date d’intervention du titulaire,
* Comporter des garanties conformes aux dispositions légales et réglementaires à savoir :
* Pour les ouvrages à destination d’habitation : La garantie est accordée à concurrence du coût des travaux de réparation des dommages à l'ouvrage comprenant également les travaux de démolition, déblaiement, dépose ou démontage éventuellement nécessaires.
* Pour les autres ouvrages : La garantie est limitée au montant du coût total de construction HT déclaré au titre du contrat.

Le coût total de la construction déclaré s’entend de celui résultant du montant définitif des dépenses de l’ensemble des travaux afférents à la réalisation de l’opération de construction, toutes révisions, honoraires et, s’il y a lieu, travaux supplémentaires compris. Ce coût intègre la valeur de reconstruction des existants totalement incorporés dans l’ouvrage neuf et qui en deviennent techniquement indivisibles au sens du II de l’article L 243-1-1 du Code des Assurances. En aucun cas, ce coût ne peut toutefois comprendre les primes ou bonifications accordées par le maître d’ouvrage au titre d’une exécution plus rapide que celle prévue contractuellement, ni se trouver amputé des pénalités pour retard infligées à l’entrepreneur responsable d’un dépassement des délais contractuels d’exécution.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement fait son affaire de la collecte des attestations d’assurance de ses sous-traitants afin de les produire à toute réclamation du maître d’ouvrage.

Le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement sera tenu également de s’assurer pour :

* la garantie de bon fonctionnement édictée par l’article 1792-3 du Code civil,
* la garantie des dommages aux existants en cas de travaux de réhabilitation,
* la garantie des dommages immatériels consécutifs aux dommages de nature décennale ou aux garanties visées ci-dessus.
  1. Assurance des travaux
     1. Assurance Tous Risques Chantier

Le maître d’ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police tous risques chantier

* + 1. Assurance Dommages - Ouvrage

Le maître d’ouvrage n'a pas prévu de souscrire une police dommages ouvrage

* 1. Dispositions diverses
     1. Absence ou insuffisance de garantie du titulaire

Le titulaire s’interdit formellement de mettre en œuvre des techniques non courantes, ou sans avis technique, ou non agréées par les assureurs sans accord préalable et écrit du maître d’ouvrage et en toute hypothèse les surprimes qui en résulteraient éventuellement pour le maître d’ouvrage au titre des polices qu’il souscrit seront intégralement répercutées sur le titulaire concerné et recouvrée par prélèvement sur les sommes qui lui seront dues au titre de son marché.

Dans le cas où le titulaire ne fournirait pas les attestations demandées au 13.1 ci-dessus, le maître d’ouvrage se réserve le droit de souscrire pour le compte du titulaire les garanties non souscrites et lui refacturera les primes correspondantes.

* + 1. Incidence des polices souscrites par le maître d’ouvrage

La souscription par le maître d’ouvrage de l’ensemble des polices mentionnées au 13.2 ci-dessus est sans incidence sur les risques et responsabilités assumés par le titulaire ou par les cotraitants en cas de groupement et s’il y a lieu leurs sous-traitants découlant des lois, règlements, normes et obligations contractuelles.

Les garanties souscrites par le maître d’ouvrage n’apportent à cet égard aucune modification et le titulaire ou chacun des cotraitants en cas de groupement renonce à exercer tous recours contre le maître d’ouvrage eu égard notamment au contenu et au fonctionnement de cette (ces) police(s).

Ainsi en ce qui concerne les risques qui n’entreraient pas dans les garanties limitativement énumérées ci-avant, l’attention du titulaire et s’il y a lieu des cotraitants en cas de groupement est attirée sur la nécessité de maintenir les divers contrats d’assurance s’y rapportant, ainsi que les montants de garanties supérieurs qu’ils pourraient considérer comme nécessaires.

Ils s’engagent en outre à répercuter l’ensemble de leurs obligations d’assurance à leurs sous-traitants.

* + 1. Sinistres

**En cas de sinistre en cours de chantier,** le titulaire et s’il y a lieu ses cotraitants ne pourra s'opposer à l'accès sur les lieux du sinistre des assureurs couvrant la responsabilité professionnelle des réalisateurs, des fabricants au sens de l'article 1792-4 du Code Civil, des fournisseurs et du contrôleur technique.

L'entrepreneur ne pourra s'opposer à ce que ses assureurs ainsi que l'assureur de la police dommages - ouvrage constatent l'état d'exécution des travaux de réparation des dommages ayant fait l'objet d'une indemnisation après sinistre.

1. RESILIATION de l’accord-cadre

**Les dispositions des articles 49 à 52 du CCAG sont applicables au présent marché (à l’exception de l’article 52.7.3 – et de l’article 50.4) auxquelles s’ajoutent les dispositions suivantes :**

* 1. Résiliation à l’initiative du maître d’ouvrage

***Par dérogation à l’article 50.4 du CCAG Travaux***, les dispositions relatives à la résiliation pour motif d'intérêt général sont inapplicables au présent marché.

En cas de marché à forfait, dans l’hypothèse d’une résiliation à l’initiative du maître d’ouvrage, l’indemnité de résiliation est fixée à 2 % du montant initial HT du contrat diminué du montant HT non révisé des prestations reçues.

* 1. Résiliation du marché aux torts du titulaire

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 50.3 du CCAG travaux avec les précisions suivantes :

* Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.
* Le maître d’ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 52 du CCAG Travaux. La décision de résiliation le mentionnera expressément.
* **En complément à l’article 46.3 du CCAG travaux,** en cas de non production dans les 8 jours de l’acceptation d’une sous-traitance de second rang et plus, présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus, de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé, ***par dérogation à l’article 52.1 du CCAG Travaux***, à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
* Il est précisé que l’inexactitude des renseignements mentionnés aux articles R.2143-3 à R.2143-15 du code de la commande publique entraîne, par décision du maître d’ouvrage, sans mise en demeure préalable**,** la résiliation du marché sans indemnité et aux frais et risques du titulaire, ce de manière expresse, par lettre recommandée avec accusé de réception.
* Dans ce cas, les excédents de dépenses résultant de la passation d’un autre marché, après résiliation, seront prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au titulaire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d’insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au maitre d’ouvrage.
* En cas de non-respect, par le titulaire ou de l’un ou l’autre des cotraitants dans le cas d’un groupement d’entreprises, des obligations visées à l’article 17 du présent document relatives à la fourniture des pièces prévues aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique, et **après mise en demeure** restée sans effet, le marché peut être résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.
* La mise en demeure sera notifiée par écrit et assortie d’un délai. A défaut d’indication du délai, et ***par dérogation à l’article 52.1 du CCAG Travaux***, le titulaire ou le cotraitant dispose de 8 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci et fournir les justificatifs exigés ou présenter ses observations.

Le marché pourra également être résilié pour faute du titulaire en cas de manquements aux dispositions contractuelles sur le traitement des données personnelles.

1. PIECES A PRODUIRE PAR LE COCONTRACTANT

En cas d’attribution du marché, le candidat unique ou chaque cotraitant s’engage à produire, à la conclusion du contrat, les pièces mentionnées aux articles R.2143-6 et suivants du code de la commande publique dans les conditions prévues au règlement de consultation.

Si le candidat a présenté des sous-traitants dans son offre, il devra produire au maître d’ouvrage ces mêmes pièces relatives à chacun des sous-traitants à l’attribution du marché.

Le candidat unique ou chaque cotraitant s’engage également à produire, tous les 6 mois jusqu’à la fin de l’exécution du marché, les pièces mentionnées aux articles D 8222- 5 ou D 8222-7 et 8 et D 8254-2 à 5 du Code du travail.

Les attestations d’assurances sont à produire dans les conditions indiquées à l’article 13.

Les documents établis par des organismes étrangers sont rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

Le candidat est informé de ce que la non production de ces pièces emportera rejet de son offre et son élimination ou résiliation du contrat.

En cas d’attribution du marché à une entreprise étrangère détachant des salariés en France, il est rappelé que le titulaire se doit de respecter les dispositions prévues au code du travail relatives aux travailleurs détachés.

Le titulaire doit notamment, préalablement au détachement, adresser à l’inspection du travail ainsi qu’au maître d’ouvrage une déclaration de détachement et doit désigner un représentant en France.

Le titulaire se doit de veiller à ce que chacun de ses sous-traitants étrangers respecte les mêmes obligations. De même, lorsqu’un cocontractant ou un sous-traitant fait appel à une société de travail temporaire étrangère, les mêmes obligations incombent à cette entreprise.

1. CLAUSES DE REEXAMEN

En complément des clauses permettant le réexamen du marché qui pourraient être incluses dans d’autres dispositions du marché, il est convenu entre les parties la mise en œuvre des clauses de réexamen suivantes.

* 1. Remplacement du titulaire initial par un nouveau titulaire en cours d’exécution

Le titulaire unique pourra proposer au maître d’ouvrage la substitution d’un nouveau titulaire afin de le remplacer.

Ce remplacement pourra intervenir, après accord entre les parties, dans les hypothèses suivantes :

* cessation d’activité,
* cession de contrat,
* décès,
* difficultés techniques (affectant les moyens humains et/ou matériels) et/ou financières empêchant ou risquant d’empêcher la mise en œuvre des obligations contractuelles,
* défaillance dans l’exécution des obligations contractuelles.

Le maître d’ouvrage vérifiera que le remplaçant proposé ne relève pas d’un des cas d’interdiction de soumissionner et appréciera ses capacités professionnelles, techniques et financières, sur la base des mêmes pièces que celles produites par le titulaire.

A l’issue de cet examen, le maître d’ouvrage acceptera ou non la mise en œuvre de la substitution. Cette substitution ne pourra emporter d’autres modifications substantielles au marché.

Dans le cadre d’un groupement, cette même possibilité est offerte à chacun des membres du groupement, après accord de l’ensemble des membres sur la substitution.

Le remplaçant proposé pourra être :

* dans le cadre d’un groupement conjoint : soit un des membres du groupement, soit une entreprise tierce.
* dans le cadre d’un groupement solidaire : une entreprise tierce.

Conséquences de l’absence d’accord d’un des membres du groupement ou de l’acheteur sur la substitution :

* dans le cadre d’un groupement solidaire : la défaillance d’un cotraitant emportera automatiquement mise en œuvre de la solidarité des autres membres du groupement
* dans le cadre d’un groupement conjoint : la part non exécutée du cotraitant défaillant sera résiliée ; les autres membres poursuivront la réalisation de la part des travaux qui leur ont été confiés ***par dérogation à l’article 52.7.3 du CCAG Travaux*** pour les groupements conjoints avec mandataire solidaire.

Si la substitution vise le mandataire du groupement, le groupement recomposé désigne un nouveau mandataire dans les conditions fixées à l’article 52.7.2 du CCAG Travaux, quelle que soit la nature du groupement.

Dans le cas du groupement conjoint avec mandataire solidaire, si le nouveau mandataire désigné en vertu de l’alinéa précédent refuse d’assumer la solidarité, le maître d’ouvrage se réserve la possibilité :

* soit d’accepter que le mandataire ne soit pas solidaire ;
* soit de prononcer la résiliation sans faute de la totalité du marché, mais sans indemnité.
  1. Remplacement du mandataire du groupement en cours d’exécution

Ces modalités de substitution s’appliquent au cas de la défaillance du mandataire dans l’exécution de sa mission de coordination et de représentation des autres membres du groupement.

* 1. Evolution de la règlementation

Le présent article s’applique, en complément des articles 5.2.2, 6.2, 7.2 et 9.1.1 du CCAG Travaux, en cas d’évolution, en cours d’exécution du marché, de la législation et/ou de la réglementation sur la protection des données à caractère personnel, sur la protection de la main-d'œuvre et des conditions de travail et/ou sur la protection de l'environnement.

Les modifications éventuelles, demandées par le maître d’ouvrage au titulaire afin de se conformer aux règles nouvelles, donneront lieu à la signature d'un avenant ou, en l’absence d’accord entre les parties, à une modification unilatérale par le maître d’ouvrage.

Le titulaire n’aura droit à être rémunéré pour la mise en œuvre des mesures demandées (ou à être indemnisé pour les préjudices qu’il a subis en raison de la mise en œuvre des mesures demandées) **qu’à la condition qu’il établisse que l’économie du bon de commande se trouve (ou s’est trouvée) bouleversée**, tel qu’il résulte, s’il y a lieu, du dernier avenant intervenu.

1. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET DES LITIGES

Avant toute saisine du juge, les parties devront tenter de régler le litige les opposant par le biais d’un mode de règlement alternatif des différents dans les conditions définies aux articles L.2197-1 à 2197-7 du code de la commande publique, selon la nature du contrat en cause.

En cas d’échec de règlement du litige, ***par dérogation aux dispositions des articles 55.3.1 et 55.3.2 du CCAG Travaux***, les litiges relatifs à l'exécution du présent marchéseront soumis à la compétence du juge judiciaire compétent.

1. DEROGATIONS AU CCAG

|  |  |
| --- | --- |
| **Articles du CCAG Travaux auxquels il est dérogé** | **Articles du marché par lesquels sont introduites ces dérogations** |
| 4.1 | 3.1 |
| Dérogation générale au CCAG quant à l’intervention d’un maître d’œuvre externe : 3.5.2/ 3.6.1/ 3.9/ 7.2/ 9.1.2/ 10.3/ 11/ 12.1.1/ 12.1.3/ 12.1.8/ 12.1.9/ 12.2.1/ 12.3.2/ 12.3.4 al.1/ 12.4.1/ 12.4.2/ 12.4.4/ 13/ 14.2.2/ 14.4 al.1/ 14.5/ 18.2.2/ 19/ 21/ 22.1/ 23/ 24/ 25.1/ 26.1/ 26.3/ 27.3.3/ 27.4/ 27.5/ 28.2/ 28.4/ 28.5/ 29.1.1/ 30/ 31.1.3/ 31.2/ 31.4/ 31.5/ 31.7.2/ 31.10.1/ 32.1/ 32.2/ 33/ 34.3/ 39.1/ 41/ 43/ 44.1/ 50.3/ 51/ 52.5/ 55.1 | 3.3 |
| 14.4.3 | 4.3 |
| 19.2.1, 19.2.2 et 19.2.4 | 7.4 |
| 19 | 7.4.1 |
| 19.3 | 7.6 |
| 28.1 et 28.2.2 | 9.1 |
| 28.5 | 9.3.5 |
| 3.9 | 9.6 |
| 12.2.2 | 10.2.1 |
| 12.3.2 et 12.4.4 | 10.2.2 |
| 10.4 | 10.6 |
| 10.1 | 10.9 |
| 42.2 | 11.1 |
| 50.4 | 14.1 |
| 52.1 | 14.2 |
| 52.7.3 | 16.1 |
| 55.3.1 et 55.3.2 | 17 |

A noter : Le candidat procède à la signature de la convention au stade de la remise de son offre ou après attribution de l’accord-cadre selon les modalités prévues au règlement de la consultation.

à...................................................... le...........................................................................

Mention(s) manuscrite(s)

*"lu et approuvé"*

Signature(s) du (ou des)

entrepreneur(s) ou du mandataire

dûment habilité par un pouvoir

(**ci-joint**) des cotraitants

1. APPROBATION DU MARCHE

La présente offre est acceptée.

A...........................................................le......................................................................

Le maître d’ouvrage